



Le rapporteur de l'ONU Nils Melzer condamne le rôle criminel de la Grande-Bretagne dans la torture de Julian Assange

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

[wsws.org](https://www.wsws.org) 10 janvier 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Nations Unies](#)

Le responsable des Nations Unies, Nils Melzer, a rendu public une lettre percutante qu'il a adressée au gouvernement britannique le 29 octobre, documentant la culpabilité criminelle des autorités du pays, y compris ses dirigeants politiques, dans ce qu'il a condamné l'année dernière comme la «torture psychologique» du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange.

La lettre de Melzer, publiée en ligne le 31 décembre, était une réponse à une correspondance antérieure des autorités britanniques, dans laquelle elles rejetaient allègrement sa conclusion selon laquelle Assange était soumis à une torture psychologique continue. Cela s'explique en partie par sa détention effective de près de sept ans à l'ambassade de l'Équateur à Londres, suite aux menaces de l'arrêter s'il traversait le seuil du bâtiment, et par son emprisonnement depuis avril 2019 dans la prison à sécurité maximale de Belmarsh.

Melzer avait adressé une série de questions au gouvernement britannique sur les conditions de l'incarcération d'Assange, y compris pourquoi il était détenu dans des conditions d'isolement et privé des moyens nécessaires pour préparer sa défense en vue des audiences d'extradition des États-Unis en février.

Le gouvernement britannique avait déclaré platement son opposition à la torture, tout en affirmant qu'il défendait les droits juridiques d'Assange. Il n'a répondu à aucune des questions spécifiques de Melzer et a rejeté son appel à la libération du fondateur de WikiLeaks, malgré les avertissements des professionnels de la santé que sa santé s'était détériorée au point que sa vie était en danger.



*Julian Assange en 2009, source: New Media Days/Peter Erichsen
(<https://www.flickr.com/photos/newmediadaysdk/4515586209>)*

Dans son dernier document, Melzer a souligné la rigueur scientifique de l'évaluation selon laquelle Assange avait été torturé, sur la base d'une consultation de quatre heures à la prison de Belmarsh impliquant le rapporteur de l'ONU et deux experts médicaux. Le diagnostic découle de preuves médicalement vérifiables et est conforme au «Protocole d'Istanbul», la norme internationale pour l'identification des symptômes de la torture.

Melzer a souligné les implications du rejet par la Grande-Bretagne de ces conclusions, déclarant que «la conduite du gouvernement de Votre Excellence dans la présente affaire porte gravement atteinte à la crédibilité de l'engagement du Royaume-Uni à interdire la torture et les mauvais traitements, ainsi qu'à l'état de droit plus généralement.»

Melzer a écrit sans ambages: «Les conclusions officielles de mon mandat, appuyées par deux experts médicaux expérimentés spécialisés dans l'examen des victimes de torture, fournissent incontestablement un« motif raisonnable de croire » que des responsables britanniques ont contribué à la torture psychologique ou aux mauvais traitements de M. Assange, que ce soit par la perpétration, ou par la tentative, la complicité ou d'autres formes de participation.

«Aux termes de l'article 12 de la Convention contre la torture, les autorités britanniques n'ont pas la liberté politique de rejeter simplement ces conclusions, mais ont une obligation conventionnelle claire de mener une enquête rapide et impartiale sur ces allégations et, si elles sont confirmées, de poursuivre les auteurs et dédommager et réhabiliter M. Assange.»

Le rapporteur de l'ONU a documenté que la Grande-Bretagne avait également contrecarré ses appels à une enquête judiciaire sur sa participation aux programmes de torture dirigés par les États-Unis associés aux guerres en Irak et en Afghanistan - que WikiLeaks et Assange ont tant fait pour les révéler. Cela, a-t-il noté, «donne l'impression d'une politique d'impunité plus large, qui serait incompatible avec les obligations juridiques du Royaume-Uni et porterait gravement atteinte à la crédibilité de son engagement en faveur des droits de l'homme et de l'État de droit.»

La lettre détaillée de Melzer décrit la participation de la Grande-Bretagne à la tentative de

coup monté portant sur des allégations d'inconduite sexuelle par la Suède, sa collaboration avec les États-Unis dans ce qui convient de qualifier d'opérations d'enlèvement contre le fondateur de WikiLeaks et la privation persistante de ses droits à une procédure régulière au cours des 12 derniers mois.»

La conclusion du représentant de l'ONU démontre qu'Assange est soumis à une tentative illégale de le faire taire et de détruire WikiLeaks. Melzer a écrit: «Je suis d'avis que des violations récurrentes et graves des droits à un procès équitable de M. Assange par les autorités britanniques ont rendues à la fois sa condamnation pénale et sa condamnation pour violation de sa liberté sous caution et la procédure d'extradition américaine intrinsèquement arbitraires, au point même de faire de tout recours juridique une formalité inutile et sans perspective.»

Melzer a demandé l'abandon de la procédure d'extradition, la liberté d'Assange et une enquête pénale sur les responsables de sa persécution.

Melzer a également attiré l'attention sur les informations selon lesquelles la santé d'Assange se détériore progressivement. A la fin de l'année dernière, des dizaines de médecins éminents ont écrit deux fois aux autorités britanniques, ainsi qu'au gouvernement australien, exprimant leurs craintes qu'Assange ne meure en prison. Leurs appels pour qu'il soit transféré dans un hôpital universitaire et reçoivent des soins médicaux d'urgence ont été ignorés.

Le dernier témoignage quant à la santé d'Assange a été fourni par le journaliste britannique Vaughan Smith, qui a tweeté qu'Assange avait appelé sa famille le soir de la Saint Sylvestre. Smith a écrit: «Il a dit à ma femme et à moi comment il mourait lentement à Belmarsh où, bien qu'en détention provisoire, il est maintenu en cellule d'isolement 23 heures par jour et souvent sous sédation.»

Entre-temps, de nouvelles indications inquiétantes ont émergé des conditions de détention à Belmarsh, un établissement conçu pour détenir les personnes reconnues coupables des crimes les plus graves, notamment de meurtres et d'infractions liées au terrorisme.

Mercredi, *RT* a rapporté que Liridon Saliuka, un prisonnier de 29 ans à Belmarsh, avait été retrouvé mort dans sa cellule le 2 janvier. Selon les sources de *RT*, c'était le troisième décès en moins d'un an à la prison. Les autorités britanniques affirment que Saliuka a été victime de blessures auto-infligées, mais cela a été contesté par sa famille.

RT a écrit: «La famille de Saliuka affirme qu'il y a eu des retards dans l'autopsie. Sa sœur, Dita, a révélé que son frère avait été impliqué dans un accident de voiture il y a deux ans qui nécessitait une intervention chirurgicale de reconstruction majeure. On lui a donné des plaques de métal qui lui ont empêché de marcher ou de se tenir debout pendant de longues périodes. Un rapport d'un chirurgien, commandé par son avocat de la défense, avait déterminé qu'il devait être considéré comme « invalide permanent ». Cependant, sa famille dit qu'il a récemment été transféré d'une cellule spéciale à une cellule standard.»

Un rapport de 2009 de l'inspecteur en chef des prisons britanniques fait état d'une usage de force «extrêmement fréquente» contre les détenus de Belmarsh. Un certain nombre de détenus ont déclaré avoir été intimidés, menacés ou agressés par le personnel. Le rapport de l'inspecteur pour 2018 indiquait que de nombreuses «améliorations» recommandées dans l'établissement n'avaient pas été «intégrées» et dans certains domaines «nous avons

jugé que les résultats étaient moins bons que la fois précédente.»

Le fait qu'Assange, un journaliste en détention provisoire, soit détenu dans un tel établissement, montre que l'État britannique, pas moins que son homologue américain, ne cherche rien de moins que sa destruction physique et psychologique. Tout en faisant tout leur possible pour faciliter l'extradition d'Assange vers les États-Unis, les Britanniques cherchent à reproduire, sur leur propre sol, les conditions auxquelles il serait confronté dans une prison de la CIA en Amérique.

L'attaque extraordinaire contre les droits démocratiques d'Assange est un symptôme flagrant d'un virage plus large vers l'autoritarisme, dirigé contre la classe ouvrière et l'émergence croissante d'une opposition sociale et politique de masse. Cela souligne la nécessité pour tous les défenseurs des libertés individuelles de faire tout leur possible pour empêcher l'extradition d'Assange aux États-Unis et garantir sa liberté.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWS, le 10 janvier 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Oscar Grenfell, wsws.org, 2020

Articles Par : **[Oscar Grenfell](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca